Résolution N° 214

Accords européens et programme "Horizon"

Raoul Jaeggi (PVL)

Cette résolution est proposée par la Commission des affaires extérieures et de la formation en parfait accord avec la Commission CIP-HES-SO.

En juin 2021 en séance plénière, la Commission CIP-HES-SO a discuté du fait que la Suisse ne figurait plus parmi les pays associés au programme de recherche Horizon Europe pour les années 2021 à 2027, cette situation découlant très certainement de l'interruption des négociations sur l'accord-cadre avec l'Union européenne.

Les conséquences de la non-association de la Suisse sont catastrophiques pour la recherche et l'innovation suisse et pour la place économique suisse, puisque même pour les appels en cours, la Suisse est automatiquement placée dans la catégorie des pays tiers si aucun accord sur cette paticipation n'aboutit ces prochains mois. Rappelons qu'un Etat tiers ne peut assurer aucune coordination de projet et ne peut pas recevoir de financement européen, sauf s'il figure dans les pays en voie de développement. La participation à des projets est possible, mais à titre de partenaire subalterne.

En conséquence, les institutions suisses risquent de ne plus être pris en considération dans les consortiums et, de plus, même là où elles peuvent participer, elles ne vont pas bénéficier du même statut, ce qui est une perte très importante par rapport à la situation actuelle.

Cette situation est extrêmement problématique pour les Hautes Ecoles et universités suisses, dont la HES-SO, car la participation aux projets européens est indispensable à la création de réseaux de collaboration et à la stimulation scientifique. Ce sont dans ces domaines que les Hautes Ecoles suisses excellent et qu'elles ont forgé leur réputation.

Unanime, la Commission CIP souligne que la participation active au programme de recherche européen est l'une des clés du succès de nos institutions académiques en termes de capacité de recherche et d'innovation comme en termes de rayonnement et d'attractivité internationale.

Il est à noter également que les programmes européens visent de plus en plus une application des résultats de la recherche dans la société, offrant en cela un cadre idéal pour la participation des HES. En effet, parmi les nouveautés du programme Horizon Europe figure un pilier de soutien aux industries et aux PME dans le domaine de la R&D (Recherche et Développement) et de l'innovation, pilier auquel la HES-SO n'aurait qu'un accès restreint avec la Suisse en qualité de pays tiers.

Pour la HES-SO, la participation au programme Horizon 2020 lui a permis de lever au total environ 18 millions d'Euros de fonds, dont 10 millions financés directement par l'Union Européenne. Cela représente 6 à 7 % des fonds de tiers totaux de l'institution. Les projets Horizon 2020, acceptés depuis 2017 pour la HES-SO, incluent au total 167 partenaires privés ou publics issus de la pratique, et 10% des projets ont donné naissance à de nouvelles entreprises.

Il convient de préciser que la Suisse n'obtiendrait aucun accès aux bourses individuelles de type ERC (European research council) et Marie Curie, ce qui mettrait en péril l'attractivité de nos Hautes Ecoles pour une relève hautement qualifiée suisse et étrangère, à noter que les bourses Marie Curie sont aussi accessibles pour les HES.

Nous saluons les décisions prises par le Conseil fédéral en automne visant à soutenir les chercheurs et entrepreneurs de l'innovation suisses. En particulier, la décision du 17 septembre 2021 de mettre en oeuvre les mesures transitoires pour garantir le soutien financier aux projets individuels déposés en début d'année et en prévision des appels 2022, ainsi que la décision du 20 octobre de transférer le crédit de la hauteur d'environ 400 millions de francs pour l'année 2021 pour le financement des

participations suisses à Horizon Europe. Parallèlement, la décision des Chambres fédérales du 30 septembre dernier de libérer le paiement du “milliard de cohésion” est un pas dans la bonne direction, sachant que l'Union européenne en faisant une condition indispensable - mais non suffisante - pour envisager l'association de la Suisse aux programme de recherche.

Ceci étant, nous constatons que ces mesures sont partielles et/ou limitées dans le temps et, de plus, ne compensent pas des aspects fondamentaux qui sont le propre d'Horizon Europe, en particulier l'intégration à un réseau et la perte de compétitivité pour la place académique et celle des financements à haut risque pour les PMEs.

Enfin, il existe un autre programme important de l'Union européenne relatif aux Hautes Ecoles, le bien connu Erasmus+ dont la participation est essentielle pour développer des projets d'innovation en matière d'enseignement. Au final, ces échanges participent de l'excellence des diplômées et diplômés de la HES-SO et des universités, il est également regrettable que ce programme soit exclu du débat actuel sur notre participation à l'espace académique européen. Il est à espérer qu'une solution globale associant Horizon Europe et Erasmus+ puisse être trouvée avec Bruxelles.

Pour cette raison et sur la base de ces considérations ;

Vu l'annonce que la Suisse ne figurait pas parmi les pays associés au programme de recherche Horizon Europe pour les années 2021 à 2027 et considérant :

- l'importance de la recherche et de la participation de la Suisse aux projets et aux programmes européens de recherche et à l'obtention de bourses d'études;
- la perte de l'attractivité de nos Hautes Ecoles comme la HES-SO et l'Université face aux défis futurs de la recherche et de l'innovation;
- les enjeux importants auxquels la Suisse devra faire face ces prochaines années s'agissant des réseaux de collaboration et d'échanges scientifiques dans des domaines essentiels pour nos industries et nos PME.

Le Parlement jurassien demande au Gouvernement d'intervenir auprès du Conseil fédéral pour qu'il prenne toutes les mesures utiles afin qu'à l'instar de l'ensemble des hautes écoles suisses, la HES-SO et les universités retrouvent une pleine association dans les meilleurs délais au programme Horizon Europe pour que le financement direct des chercheurs en Suisse au projets collaboratifs soit garanti par le SEFRI jusqu'à l'inclusion officielle de la Suisse dans la liste de pays bénéficiant de l'accord de transition (pas très clair …). Un tel financement doit s'appliquer également aux projets de collaboration au sein des actions Marie Curie dont les bourses individuelles sont accessibles aux HES. Nous demandons également la pleine adhésion au programme Erasmus+ ainsi que des mesures soient rapidement prises en faveur des industries suisses et des PME en leur garantissant un soutien dans le domaine de la R&D et de l'innovation.

Raoul Jaeggi (PVL)

Co-signataires

- Bernard Studer (PDC)
- Jude Schindelholz (PS)
- Jelica Aubry-Janketic (PS)
- Emilie Moreau (PVL)
- Serge Beuret (PDC)
- Boris Beuret (PDC)
- Patrick Chapuis (PCSI)
- Patrick Cerf (PS)
- Olivier Goffinet (PDC)

- François Monin (PDC)
- Marcel Meyer (PDC)
- Gauthier Corbat (PDC)
- Gaëlle Frossard (PS)
- Edgar Sauser (PLR)
- Claude Schlüchter (PS)
- Bernard Varin (PDC)
- Nicolas Maître (PS)
- Stéphane Theurillat (PDC)
- Katia Lehmann (PS)
- Vincent Hennin (PCSI)
- Nicolas Girard (PS)
- Ernest Gerber (PLR)
- Vincent Eschmann (PDC)
- Philippe Rottet (UDC)
- Didier Spies (UDC)
- Lionel Montavon (UDC)
- Alain Koller (UDC)
- Blaise Schüll (PCSI)
- Leïla Hanini (PS)
- Claude Gerber (UDC)
- Michel Périat (PLR)
- Stéphane Babey (PDC)
- Florence Chaignat (PS)
- Florence Boesch (PDC)
- Fabrice Macquat (PS)
- Géraldine Beuchat (PCSI)
- Pauline Christ Hostettler (PS)
- Samuel Rohrbach (PDC)
- Vincent Wermeille (PCSI)
- Magali Voillat (PDC)

Intervention déposée officiellement le 16 février 2022

Documents annexés

- 2022-02-21_09-17-51-173.pdf

Séance du Parlement du 16 février 2022

Résolution interpartis Accords européens et programme "Horizon" No 214

Cette résolution est proposée par la Commission des affaires extérieures et de la formation en parfait accord avec la Commission CIP-HES-SO.

En juin 2021 en séance plénière, la Commission CIP-HES-SO a discuté du fait que la Suisse ne figurait plus parmi les pays associés au programme de recherche Horizon Europe pour les années 2021 à 2027, cette situation découlant très certainement de l'interruption des négociations sur l'accord-cadre avec l'Union Européenne.

Les conséquences de la non-association de la Suisse sont catastrophiques pour la recherche et l'innovation suisse et pour la place économique suisse, puisque même pour les appels en cours, la Suisse est automatiquement placée dans la catégorie des pays tiers si aucun accord sur cette participation n'aboutit ces prochains mois. Rappelons qu'un Etat tiers ne peut assurer aucune coordination de projet et ne peut pas recevoir de financement européen, sauf s'il figure dans les pays en voie de développement. La participation à des projets est possible, mais à titre de partenaire subalterne.

En conséquence, les institutions suisses risquent de ne plus être pris en considération dans les consortiums et, de plus, même là où elles peuvent participer, elles ne vont pas bénéficier du même statut , ce qui est une perte très importante par rapport à la situation actuelle.

Cette situation est extrêmement problématique pour les Hautes Ecoles et universités suisses, dont la HES-SO, car la participation aux projets européens est indispensable à la création de réseaux de collaboration et à la stimulation scientifique. Ce sont dans ces domaines que les Hautes Ecoles suisses excellent et qu'elles ont forgé leur réputation.

Unanime, la Commission CIP souligne que la participation active au programme de recherche européen est l'une des clés du succès de nos institutions académiques en termes de capacité de recherche et d'innovation comme en termes de rayonnement et d'attractivité internationale.

Il est à noter également que les programmes européens visent de plus en plus une application des résultats de la recherche dans la société, offrant en cela un cadre idéal pour la participation des HES. En effet, parmi les nouveautés du programme Horizon Europe figure un pilier de soutien aux industries et aux PME dans le domaine de la R&D (Recherche et Développement) et de l'innovation, pilier auquel la HES-SO n'aurait qu'un accès restreint avec la Suisse en qualité de pays tiers.

Pour la HES-SO, la participation au programme Horizon 2020 lui a permis de lever au total environ 18 millions d'Euros de fonds, dont 10 millions financés directement par l'Union Européenne. Cela représente 6 à 7 % des fonds de tiers totaux de l'institution. Les projets Horizon 2020, acceptés depuis 2017 pour la HES-SO, incluent au total 167 partenaires privés ou publics issus de la pratique, et 10% des projets ont donné naissance à de nouvelles entreprises.

IL convient de préciser que la Suisse n'obtiendrait aucun accès aux bourses individuelles de type ERC (European research council) et Marie Curie, ce qui mettrait en péril l'attractivité de nos Hautes Ecoles pour une relève hautement qualifiée suisse et étrangère, à noter que les bourses Marie Curie sont aussi accessibles pour les HES.

Nous saluons les décisions prises par le Conseil fédéral en automne visant à soutenir les chercheurs et entrepreneurs de l'innovation suisses. En particulier, la décision du 17 septembre 2021 de mettre en œuvre les mesures transitoires pour garantir le soutien financier aux projets individuels déposés en début d'année et en prévision des appels 2022, ainsi que la décision du 20 octobre de transférer le crédit de la hauteur d'environ 400 millions de francs pour l'année 2021 pour le financement des participations suisses à Horizon Europe. Parallèlement, la décision des Chambres fédérales du 30 septembre dernier de libérer le paiement du « milliard de cohésion » est un pas dans la bonne direction, sachant que l'Union européenne en faisait une condition indispensable – mais non suffisante – pour envisager l'association de la Suisse au programme de recherche.

Ceci étant, nous constatons que ces mesures sont partielles et/ou limitées dans le temps et, de plus, ne compensent pas des aspects fondamentaux qui sont le propre d'Horizon Europe, en particulier l'intégration à un réseau et la perte de compétitivité pour la place académique et celle des financements à haut risque pour les PMEs.

Enfin, il existe un autre programme important de l'Union européenne relatif aux Hautes Ecoles, le bien connu Erasmus+ dont la participation est essentielle pour développer des projets d'innovation en matière d'enseignement. Au final, ces échanges participent de l'excellence des diplômées et diplômés de la HES-SO et des universités, il est également regrettable que ce programme soit exclu du débat actuel sur notre participation à l'espace académique européen. Il est à espérer qu'une solution globale associant Horizon Europe et Erasmus+ puisse être trouvée avec Bruxelles.

Pour cette raison et sur la base de ces considérations ;

Vu l'annonce que la Suisse ne figurait pas parmi les pays associés au programme de recherche Horizon Europe pour les années 2021 à 2027et considérant :

- l'importance de la recherche et de la participation de la Suisse aux projets et aux programmes européens de recherche et à l'obtention de bourses d'études ;
- la perte de l'attractivité de nos Hautes Ecoles comme la HES-SO et l'Université face aux défis futurs de la recherche et de l'innovation ;
- les enjeux importants auxquels la Suisse devra faire face ces prochaines années s'agissant des réseaux de collaboration et d'échanges scientifiques dans des domaines essentiels pour nos industries et nos PME.

Le Parlement jurassien demande au Gouvernement d'intervenir auprès au Conseil fédéral pour qu'il prenne toutes les mesures utiles afin qu'à l'instar de l'ensemble des hautes écoles suisses, la HES-SO et les universités retrouvent une pleine association dans les meilleurs délais au programme Horizon Europe pour que le financement direct des chercheurs en Suisse au projets collaboratifs soit garanti par le SEFRI jusqu'à l'inclusion officielle de la Suisse dans la liste de pays bénéficiant de l'accord de transition (pas très clair...). Un tel financement doit s'appliquer également aux projets de collaboration au sein des actions Marie Curie dont les bourses individuelles sont accessibles aux HES. Nous demandons également la pleine adhésion au programme Erasmus+ ainsi que des mesures soient rapidement prises en faveur des industries suisses et des PME en leur garantissant un soutien dans le domaine de la R&D et de l'innovation.

Pour la CAE, Raoul Jaeggi

Groupe PDC - JDC

F. Monn

Bernard Varin

Olivier Goffinet

Boris Beuret

Florence Boesch

Samuel Rohrbach

Vincent Eschmann

Serge Beuret

Bernard Studer

Magali Voillat

Marcel Meyer

Stéphane Babey

Stéphane Theurillat

Groupe PS

Fabrice Macquat

Patrick Cerf

Pauline Christ Baguette?

Jude Schindelholz

Katia Lehmann

Jelica Aubry-Janketic

Raoul Frossard?

Schluchter Claude

Nicolas Trait...?

Florence Chaignat

Leïla Hanini

Nicolas Girard

Groupe Vert.es et CS-POP

Philippe Bassin

(Rémy Meury)

Tania Schindelholz

C. Baconat

Groupe PLR

E. Gerber

...Périat

Groupe PCSI + PVL

Patrick Chapuis

Emilie Moreau

Vincent Hennin

Vincent Wermeille

Groupe UDC